

Ghana : entretien avec M. Joshua C. Mallet

Je suis le directeur du *Centre for National Distance Learning and Open Schooling* (CENDLOS), l'agence du ministère de l'éducation ghanéen pour l'enseignement à distance, créée en 2010 ; je travaillais donc dans l'enseignement à distance bien avant la crise sanitaire liée à la Covid.

Dès 1996 il y a eu, dans mon pays, la volonté politique d'introduire et de promouvoir l'enseignement à distance. Au départ, nous avons visé les niveaux d'enseignement supérieur et secondaire, considérant que c'était plus facile de commencer par ces niveaux. Désormais nous travaillons pour tous les âges, de « 0 à 99 ans » !

Grace à un financement de la Banque mondiale, en 2014, nous avons pu créer des contenus pédagogiques numériques pour les secondaire, dans les matières dites « *core subjects* » : l'anglais, les études sociales, les sciences et les mathématiques, ainsi que quelques matières complémentaires, dont le français. Ce travail sur les ressources a été accompagné par des actions en termes de connectivité : nous avons déployé des « *e-box* » (micro-serveurs informatiques) pour permettre un accès off-line à ces ressources, dans environ 148 collèges et lycées.

La période de confinement et de pandémie

Lors du démarrage de la crise sanitaire notre priorité a été de renforcer notre système d'enseignement en ligne ; nous avons pu négocier avec les opérateurs téléphoniques la gratuité de la « *data* » nécessaire pour se connecter aux ressources éducatives, mais il nous restait deux problèmes : combler le déficit d'équipement des élèves et couvrir les disciplines pour lesquelles nous n'avions pas encore créé de ressources.

Nous avons décidé de recourir à la télévision : la chaîne publique de télévision nationale a proposé un service dédié, complètement consacré à l'éducation, le *Ghana Learning TV* (GLTV) : évidemment, ce type de diffusion ne permet pas l'interactivité de l'enseignement en ligne, mais cela nous a permis de toucher, très simplement, tous les niveaux d'enseignement. Nous avons même proposé quelques leçons en français ! Des bailleurs internationaux, comme l'agence britannique de développement (DFID) et l'UNESCO, ont financé des actions de formation des enseignants pour assurer les cours en ligne et élaborer les contenus pour la télévision.

Le chemin de retour vers l'école

Les écoles aujourd'hui sont pratiquement fermées. Seulement les classes de terminale des SHS (*Senior high schools* - l'équivalent du lycée, d'une durée de trois ans) sont de retour à l'école : fin septembre ces élèves passeront leur examen final. Afin de garder une distanciation sociale, certains élèves ont été répartis dans des établissements proches et ont parfois bénéficié d'une place en internat. En octobre, les deuxièmes années (classes de seconde) devraient pouvoir revenir sur les bancs d'école, pour compléter leur année. Mais les premières années restent à la maison. Et la rentrée générale est, pour l'instant, reportée au mois de janvier.

Le partage de contenus pédagogiques

Les ressources éducatives existent. Au niveau du *Commonwealth*, l'équivalent de la francophonie, nous pouvons accéder à des contenus libres, en sciences et en anglais, pour le secondaire. L'UNESCO œuvre pour le partage et l'ouverture des ressources pédagogiques. Cela est très utile mais, personnellement, j'attends beaucoup plus, y

compris pour l'enseignement du français. Il faut partager le plus possible les ressources. Cela peut paraître plus simple pour des disciplines comme les mathématiques et les sciences ; d'autres disciplines comme l'histoire, la géographie, les études civiques, sont uniques à chaque pays. Toutefois, lire ce qui est produit par d'autres peut permettre de comprendre, d'en savoir plus. En littérature, on peut découvrir de la terminologie, des exemples. Je travaille depuis longtemps dans l'enseignement à travers la technologie, je ne peux qu'encourager le partage. Car, en fin de comptes, cela dépend des individus, des enseignants, surtout. D'une école à une autre on peut imaginer différents niveaux d'adaptation des contenus.

Le Ghana, le Nigéria, le Sierra Léone, le Libéria et la Gambie ont déjà une certification commune de fin de cycle (secondaire), nous pourrions partager toutes nos ressources. En français aussi ! Mon pays fait partie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui réunit 8 pays francophones, 2 lusophones, 5 anglophones - dont le Ghana – des partages de ressources pourraient se faire à ce niveau dans une idée de coopération régionale : par exemple, via une plateforme mutualisée, où chacun pourrait aller chercher des contenus, interconnectée avec les plateformes nationales de chaque pays.

Cette crise liée à la COVID risque de rester avec nous pendant un certain temps, nous avons besoin de systèmes de ce type, pour nous connecter au monde entier !

(Propos recueillis le 1er septembre 2020 par F. Minichiello, France Éducation Internationale)